



**HAL**  
open science

# La Guerre froide "vue d'en bas" ou la transposition du paradigme Est-Ouest à l'échelle locale : le cas de La Réunion

Cédric Richauvet

► **To cite this version:**

Cédric Richauvet. La Guerre froide "vue d'en bas" ou la transposition du paradigme Est-Ouest à l'échelle locale : le cas de La Réunion. Travaux & documents, 2016, Perceptions, représentation, compréhension, 50, pp.127–142. hal-02267905

**HAL Id: hal-02267905**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02267905>**

Submitted on 17 Feb 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La Guerre froide « vue d'en bas » ou la transposition du paradigme Est-Ouest à l'échelle locale : le cas de La Réunion

---

CÉDRIC RICHAUVET<sup>1</sup>

## RÉSUMÉ

Est-il envisageable que la Guerre froide, qui a conditionné la seconde moitié du vingtième siècle en se concevant dans les rapports internationaux, les territoires, les sociétés, la culture et la pensée, n'ait trouvé aucune résonance ou aucun relais dans un département français tel que La Réunion ? L'ambition est de revisiter le paradigme de Guerre froide en privilégiant désormais la focale plus pointue de sa transposition à l'échelon local. Notre démarche, s'appuyant sur l'approche de la Guerre froide « vue d'en bas », s'articule autour de deux idées directrices : comment la vie politique locale se saisit de la rhétorique de Guerre froide et en quoi celle-ci façonne le paysage politique réunionnais. Le référentiel d'un monde bipolaire, qu'il soit légitimé, subi, ou instrumentalisé, rejailit-il ainsi dans le tissu des configurations et des interactions politiques de l'île ? Au-delà de la question des perceptions et des représentations de ce contexte international prégnant, s'ouvre tout le domaine de l'action et de l'énonciation politique. Le récit de la Guerre froide vue de La Réunion se voit ainsi offrir trois entrées : la bipolarisation du jeu politique local ; la lutte anticommuniste ; le Parti communiste réunionnais et « l'autonomie démocratique et populaire ».

## INTRODUCTION

La Guerre froide ne fut-elle qu'un phénomène géopolitique : tangible et appréhendable à l'échelle des seuls rapports entre les deux « Grands » et leur bloc respectif ? Ou, au contraire, dessina-t-elle un cadre prégnant dont les enjeux et les conceptions s'imposèrent aux sociétés dans leur ensemble ? Ainsi, est-il concevable qu'une période historique longue de près d'un demi-siècle, qui vit s'instaurer « un système bipolaire au niveau mondial, entraînant la planète dans une grille de lecture du monde manichéenne »<sup>2</sup> n'ait trouvé aucun écho ou relais à un échelon infranational ou infra-étatique ? Voici les questionnements faussement naïfs à l'origine de notre réflexion visant à envisager et à évaluer la

---

<sup>1</sup> CRESOI/OIES, Université de La Réunion, richauvetcedric@hotmail.fr.

<sup>2</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHTP (2008-2012) : « La Guerre froide vue d'en-bas » 1947-1967*, 2009, p. 1.

prégnance de cet ensemble historique complexe dans le département de La Réunion.

Pour cela, nous nous appuyons pour l'essentiel sur le concept de la Guerre froide « vue d'en bas ». Une approche inédite récemment développée par l'Institut de l'Histoire du Temps Présent (IHTP - CNRS) à l'occasion d'une enquête départementalisée (de 2008 à 2012), d'un colloque (6 et 7 juin 2013) et d'un ouvrage<sup>1</sup> en 2014.

Une approche qui nous permet justement de reconsidérer le paradigme « Est-Ouest » en privilégiant désormais le raisonnement plus pointu de sa transposition dans un territoire de plus grande proximité : comment la Guerre froide s'est-elle invitée au niveau local et « vue d'en bas », en l'occurrence de La Réunion, quelle Guerre froide perçoit-on ?

Nous nous évertuerons donc dans un premier temps à développer et à expliciter l'approche « par le bas » et son cheminement historiographique. Le second temps de cette étude sera consacré à la mise en application de ce cadre conceptuel et théorique par une focale sur la vie politique à La Réunion au temps de la Guerre froide.

## COMPRENDRE LA GUERRE FROIDE ET SA TRANSPOSITION À L'ÉCHELLE LOCALE

### Penser et écrire l'histoire de la Guerre froide

L'écriture de la Guerre froide vue « d'en bas » implique en amont une réflexion sur l'historicité, l'univers et les limites de l'affrontement Est-Ouest : que signifiait « être en Guerre froide », et ce en l'occurrence à l'échelle locale ? Il n'est d'abord pas inutile de rappeler ici la nature complexe et les enjeux profonds de la Guerre froide puisqu'ils ont tendance à « disparaître dans un véritable trou de mémoire, en même temps que le communisme soviétique »<sup>2</sup> : « La Guerre froide a été un conflit global, idéologique, politique, géopolitique, militaire, mais avec de très fortes répercussions dans des domaines très variés : culture, économie, sciences »<sup>3</sup>.

La Guerre froide ne fut donc en rien le domaine réservé des « gouvernements et des experts »<sup>4</sup>. L'autonomie et les initiatives de bien d'autres acteurs (partis, personnalités, ONG, etc.) ont également prévalu. Il n'existe ainsi pas de frontière hermétique entre les aspects internationaux et les dimensions intérieures du conflit, « non seulement, parce qu'on voyait partout la main de l'adversaire, mais aussi parce que chaque système était susceptible d'être critiqué

<sup>1</sup> Philippe Buton, Olivier Buttner, Michel Hastings, *La Guerre froide vue d'en bas*, Paris, CNRS éditions, 2014.

<sup>2</sup> George-Henri Soutou, *La Guerre de Cinquante Ans : les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 10.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Claude Quétel (dir.), *Dictionnaire de la Guerre froide*, Paris, Larousse, 2008, p. 25.

par des opposants et la propagande de l'ennemi »<sup>1</sup>. L'affrontement Est-Ouest fut donc autant le résultat d'un système interétatique bipolaire<sup>2</sup> que le produit de la nature et du jeu politique interne des États.

Ensuite, la Guerre froide fut un phénomène mondial, impliquant, de fait, de ne pas se focaliser sur l'attitude et les choix des deux « Grands » et ce en se gardant de tout européocentrisme. Il reste un vaste champ à analyser pour savoir comment la Guerre froide a été vécue et menée à travers le monde :

Le Tiers-Monde durant la Guerre froide a été étudié comme théâtre d'opérations, comme objet de convoitises, comme victime collatérale, comme enjeu international. [...], on a peu de travaux sur les pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, comme acteurs individuels, comme sujets dans le jeu de Guerre froide et non comme objets de ce jeu<sup>3</sup>.

Il s'agit d'insérer dans l'histoire du conflit Est-Ouest, même s'il ne les a pas directement dictées, les dynamiques et les problématiques nationales et régionales des autres espaces mondiaux, non seulement comme terrains, mais également comme protagonistes : « la Guerre froide a nourri et métamorphosé les conflits à travers le monde et, en retour, a été renforcée par eux »<sup>4</sup>. Les dimensions à la fois totale et mondiale de la Guerre froide nous mènent au final à une réflexion sur « l'articulation entre local et international, entre cultures nationales et idéologies dominantes, et articulation entre ces niveaux et les niveaux intermédiaires, régionaux et institutionnels, qui se sont développés »<sup>5</sup>.

Des conséquences à d'autres échelles peuvent ainsi être envisagées : la Guerre froide était-elle quelque chose qui se déroulait au-dessus des sociétés, qui n'avaient aucun moyen de la légitimer ou de la délégitimer ? De toute évidence, la réponse à une telle question varie selon les sociétés concernées. La perception de la Guerre froide à La Réunion serait avant tout une « projection mentale vers l'extérieur »<sup>6</sup> et n'est pas vécue de manière « organique » à l'image par exemple des conflits périphériques dans le Tiers-Monde témoignant de manière plus que concrète de la délocalisation des tensions. Sur un plan beaucoup moins tragique, nos recherches s'orientent donc naturellement vers le vécu idéologique, politique, social et même moral de la rivalité Est-Ouest.

Cette réflexion comporte une triple portée : parcourir les limites de la Guerre froide, résiliences variables selon les enjeux et les intérêts locaux ; parallèlement, démontrer l'emprise idéologique, politique, intellectuelle et morale des

<sup>1</sup> Pierre Grosser, *La Guerre froide*, Paris, la Documentation française, 2007, p. 3.

<sup>2</sup> Pierre Grosser, *Les Temps de la Guerre froide : réflexions sur l'histoire de la Guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995.

<sup>3</sup> Émilía Robin-Hivert, « Les tendances actuelles de la recherche sur la Guerre froide », Séminaire « Autour du système de Guerre froide », Séance du 22 novembre 2010.

<sup>4</sup> Pierre Grosser, *La Guerre froide*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>5</sup> Émilía Robin-Hivert, *op. cit.*

<sup>6</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHHTP (2008-2012) : « La Guerre froide vue d'en-bas » 1947-1967*, *op. cit.*, p. 1.

conceptions de Guerre froide, comme un déterminisme dont ne pouvaient s'affranchir totalement les acteurs locaux ; et enfin, souligner l'instrumentalisation de cette rhétorique par ces mêmes acteurs. Ainsi, « La Guerre froide était à la fois élaborée, subie et utilisée »<sup>1</sup>.

Ayant réduit pendant longtemps l'affrontement Est-Ouest à sa dimension à la fois conflictuelle, diplomatique et issue des sommets décisionnels, l'historiographie accorde donc de plus en plus d'importance au comportement des sociétés dans et face à la Guerre froide. Après avoir scruté « une parole qui va du haut vers le bas, des intellectuels et des sommets politiques vers les sociétés »<sup>2</sup> (la soviétisation, le maccarthysme, la diplomatie culturelle, la propagande, etc.), la phase historiographique qui s'amorce depuis peu et dans laquelle nous nous inscrivons consiste à porter l'attention vers le « bas », le « bas » comme sujet et objet avec la volonté d'interroger l'épaisseur historique du conflit Est-Ouest. Mais cette nouvelle approche a très peu intégré le champ historiographique actuel et reste donc marginale. « L'impact local des activités de guerre froide est [et reste] un chantier ouvert »<sup>3</sup> pour citer Pierre Grosser, qui résume parfaitement les enjeux d'une relecture de cet ensemble historique complexe :

l'histoire de la Guerre froide est et doit être à la fois-renationalisée et dénationalisée, voire globalisée. [...], elle doit être re-territorialisée mais, par l'étude des discours et des pratiques symboliques, déterritorialisée. Elle nécessite un travail d'archives plus approfondi, pour montrer les aléas du quotidien et les changements d'atmosphère, mais également des questionnements plus larges et plus divers<sup>4</sup>.

### Une approche originale : « la Guerre froide vue d'en bas »

L'approche « par le bas » participe à ce renouvellement historiographique, consistant « à rechercher la Guerre froide dans une économie localisée d'actions et d'énonciations, afin de vérifier que ce moment historique classiquement pensé dans ses dimensions géopolitiques produisait également du sens au niveau des interactions et des pratiques sociales et politiques les plus humbles »<sup>5</sup>. De là, les éventuelles manifestations locales de la Guerre froide sont interrogées afin de voir si elles ont reproduit, recyclé, voire enrichi ou effacé la dimension conflictuelle, même latente, du conflit Est-Ouest.

La question de savoir si et comment la Guerre froide s'est invitée au niveau local suppose une double ambition : tout d'abord, retrouver la Guerre froide ailleurs que là où elle est communément admise, analysée, voire réduite, à

---

<sup>1</sup> Émilie Robin-Hivert, *op. cit.*

<sup>2</sup> Philippe Buton, Olivier Buttner, Michel Hastings, *La Guerre froide vue d'en bas*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>3</sup> Pierre Grosser, « La Guerre froide revisitée », numéro spécial, in *Communisme*, n°80/81/82, 4<sup>e</sup> trimestre 2004, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2005, p. 59.

<sup>4</sup> Pierre Grosser, « La Guerre froide revisitée », *op. cit.*, p. 59.

<sup>5</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHHTP (2008-2012)*, *op. cit.*, p. 6.

savoir sur le plan des rapports internationaux. Ensuite, faire surtout émerger et saisir une autre Guerre froide que celle élaborée par les agents des relations internationales en l'indexant aux spécificités du local. L'objectif est donc de comprendre « comment se font les conversions/résistances du local aux logiques pratiques et discursives de Guerre froide et comment, en retour, ces processus localisés d'appropriation affectent ou non les représentations de celle-ci »<sup>1</sup>.

Cette problématique « du bas » conjugue ainsi une quadruple dimension : la première, la plus évidente, met l'accent sur la volonté d'appréhender la Guerre froide à partir du prisme du local. Il s'agit de scruter la manière dont la rhétorique de Guerre froide, élaborée au niveau géopolitique mondial, trouve des résonances et des effets à un échelon infranational ou infra-étatique. « Vue d'en bas », la Guerre froide interroge donc les processus par lesquels une société locale construit ses rapports au contexte international : « existe-t-il des recyclages localisés de la problématique de Guerre froide, celle-ci se prolonge-t-elle dans des réinterprétations indigènes ou pour le dire autrement le référentiel de Guerre froide est-il soluble dans l'extrême diversité des configurations idiosyncrasiques ? »<sup>2</sup>.

La deuxième dimension de l'approche dite « par le bas » entend identifier les diverses manières de « dire » et de « faire » qui puisent, peu ou prou, leurs références dans le paradigme de Guerre froide. Cela concerne les pratiques et les discours produits et relayés par les acteurs locaux, « qui trouvent non seulement leur inspiration première mais également leur "horizon de sens" dans le schéma bipolaire de la Guerre froide »<sup>3</sup>. L'approche « par le bas » consiste donc à se focaliser sur ce qui pousse les acteurs locaux à se réappropriier la rhétorique de Guerre froide, soit pour la reproduire et l'exploiter localement, soit pour la reformuler à partir d'intérêts et d'enjeux propres.

Ensuite, l'approche « par le bas » nous semble à même de mettre l'accent sur l'importance des perceptions et des représentations dans la manière dont une société locale définit et organise ses rapports à la réalité Est-Ouest. En effet, « la Guerre froide est également l'idée que l'on s'en fait, et plus précisément ce que les acteurs locaux en font à partir de situations précises, d'enjeux particuliers et attentes singulières »<sup>4</sup>. La construction intellectuelle d'un monde bipolaire est donc ce par quoi les acteurs locaux peuvent se donner du sens, non seulement pour agir et ajuster leurs postures localement, mais aussi pour pouvoir produire un ordre de discours sur le contexte international.

L'approche dite « par le bas » permet enfin de relever toute la dimension stratégique des comportements et des réflexes qu'engendre la Guerre froide.

---

<sup>1</sup> Philippe Buton, Olivier Buttner, Michel Hastings, *La Guerre froide vue d'en bas*, op. cit., p. 8.

<sup>2</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHTP (2008-2012)*, op. cit., p. 3.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

Vue d'en bas, « la Guerre froide peut ainsi faire l'objet d'un certain nombre de "bricolages" discursifs et/ou pratiques renvoyant à des répertoires de formalités politiques ou sociales signifiant aussi bien la résistance, l'adhésion, que le contournement ou la disqualification »<sup>1</sup>. Cela nous informe, d'une part, de la « plasticité » de la Guerre froide et d'autre part, de la capacité des acteurs locaux à contribuer à la définition même de ce cadre référentiel. « De contexte, la Guerre froide peut ainsi devenir prétexte »<sup>2</sup>.

« La carte de la Guerre froide vue d'en bas n'est donc pas celle d'une conflictualité internationale qui serait observée par le seul petit bout de la lorgnette »<sup>3</sup>. Elle met en exergue les processus complexes par lesquels les acteurs locaux s'approprient le paradigme de Guerre froide pour en faire le cadre d'analyse de leurs activités ou de leurs jugements. En soumettant la Guerre froide à une approche « par le bas », il n'est pas question de le substituer au récit international du conflit Est-Ouest, même si le risque existe, mais plutôt de repérer les transferts, les convergences et les résistances qui ont accompagné la rencontre des faits internationaux et des configurations endogènes. La Guerre froide, rythmée d'événements plus ou moins dramatiques se déroulant à l'échelle internationale, se voit incorporée dans une diversité d'expériences locales :

La Guerre froide se réchauffe donc localement, en jouant des partitions qui conjuguent à la fois les conditions d'action des élus, des militants et des journalistes locaux, les cadres sociaux et culturels qui autorisent la circulation et la réception des événements internationaux, l'aptitude des acteurs locaux, individuels ou institutionnels, à faire dialoguer les ressources du local et les données de l'international<sup>4</sup>.

La Guerre froide s'impose ainsi comme « un cadre référentiel qui guide les clefs d'analyse, d'imagination et d'action »<sup>5</sup>. C'est la transposition de ce paradigme, important une vision manichéenne, introduisant un lexique spécifique, diffusant une série d'affects et offrant un jeu décalé de comportements et de réflexes, que nous tentons justement de saisir et de décrire à La Réunion.

---

<sup>1</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHHTP (2008-2012)*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Philippe Buton, Olivier Buttner, Michel Hastings, *La Guerre froide vue d'en bas*, *op. cit.*, p. 9.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>5</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHHTP (2008-2012)*, *op. cit.*, p. 5.

## LA GUERRE FROIDE VUE DE LA RÉUNION

Mais qu'en est-il pour le département de La Réunion ? Selon quelles modalités singulières et dans quelles limites précises, la Guerre froide fut-elle pour la société réunionnaise vécue et ressentie comme un conflit ?

Nos recherches se sont orientées vers la vie foisonnante d'une « île politique », pour reprendre l'expression d'Ambroise Yxemerry en 1948, qui s'avère naturellement être le domaine le plus enclin à transposer le paradigme de Guerre froide au niveau local. Notons que cette étude se cantonne à la phase paroxystique du conflit Est-Ouest (1947-1962). Une plage de temps qui a l'avantage de correspondre à un découpage chronologique admis et pertinent de l'histoire contemporaine de La Réunion : soit de la naissance des fédérations du PCF et du RPF en 1947 à l'arrivée de Michel Debré en 1963. De là, on entend

repérer, au plus près des réalités politiques, des moments d'intensité conflictuelle, mais aussi des effets d'usure ou d'épuisement, dessinant ainsi une chronologie plus fine et plus complexe, en interaction avec des données strictement endogènes, et qui ne serait pas nécessairement le simple décalque de celle retracée par les historiens des relations internationales<sup>1</sup>.

Ainsi, cela doit permettre de dégager les rythmes et les séquences de la vie politique locale à la lumière de son contexte international et non plus seulement par le biais de la question statutaire, certes dominante, ou encore dans une sorte de « bulle » insulaire détachée de la réalité Est-Ouest.

Comment et selon quelles dispositions particulières le jeu politique local se saisit-il de la rhétorique de Guerre froide ? Comment et dans quel cadre précis celle-ci façonne-t-elle le paysage politique réunionnais ? Telles sont les interrogations corollaires qui guident la relecture locale de la période et de ses différents enjeux. Par ailleurs, il ne faut pas négliger le caractère transnational de l'affrontement Est-Ouest, en se penchant sur tout l'éventail des connexions ou solidarités qui ont pu également se manifester dans l'île.

La compréhension d'un tel phénomène conduit à ne privilégier aucune piste, aucun « objet témoin » et aucune source, qu'elles soient objectivables ou non, mais au contraire à croiser les données institutionnelles, administratives, politiques et journalistiques afin de déceler tous les « indices » politiques et symboliques renvoyant à la présence d'une « matrice cognitive locale de Guerre froide »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHHP (2008-2012)*, *op. cit.*, p. 5.

<sup>2</sup> *Ibid.*



## La vie politique à La Réunion au prisme de la Guerre froide (1947-1963)

Le récit de la Guerre froide vue de La Réunion se voit ainsi offrir trois entrées : le premier point est relatif à la bipolarisation de la vie politique réunionnaise autour de deux pôles politico-idéologiques avec pour point de fracture le communisme. Le deuxième point regroupe justement tout ce qui a trait à la lutte anticommuniste à La Réunion avec pour point d'orgue l'ère du préfet Perreau-Pradier. Le troisième et dernier point est consacré au Parti communiste réunionnais et à la revendication de « l'autonomie démocratique et populaire ».

On constate à la fin des années quarante et au début des années cinquante une attraction de la vie politique réunionnaise vers deux grands pôles. Le terme de « bipolarisation », souvent utilisé pour désigner et caractériser cette période fait indéniablement référence au contexte international et doit par conséquent être affiné par la rhétorique de Guerre froide : « Le monde est binaire, l'île de La Réunion y entre de plein pied »<sup>1</sup>. Ces deux grands pôles politico-idéologiques sont alors incarnés, d'une part, par la Fédération réunionnaise du Parti communiste français et, d'autre part, la Fédération réunionnaise du RPF (Rassemblement du peuple français).

Le repositionnement du PCF dans l'opposition à la IV<sup>e</sup> République à l'automne 1947 permet aux communistes locaux d'obtenir la création d'une fédération réunionnaise. C'est le 30 novembre 1947 que se déroule la première conférence fédérale du PCF. La Fédération réunionnaise entre pleinement dans la ligne définie par le Congrès de Strasbourg (le VI<sup>e</sup> congrès du PCF du 25 au 28 juin 1947) et le Comité central des 29 et 30 octobre 1947, et s'inscrit donc dans la stratégie nationale et internationale définie par le PCF et son secrétaire général Maurice Thorez. À savoir un mode de fonctionnement de type soviétique, une doctrine idéologique clairement affichée, le marxisme-léninisme, une filiation « internationaliste » ouvertement revendiquée. Les communistes locaux dénoncent alors le supposé lien qui existe entre le maintien du colonialisme dans l'île, reflet d'une départementalisation réelle qui se fait attendre, et l'impérialisme incarné par Washington : « Les esclavagistes de l'île, qu'ils se disent MRP, RPF, UDSR, les Babet, Olivier, Vauthier, de Villeneuve, l'Administration, le Gouvernement à leurs ordres et aux ordres des milliardaires racistes d'Amérique maintiennent l'exploitation coloniale, vous réduisent à la misère »<sup>2</sup>.

Les communistes réunionnais appelés en 1949 par *La Dépêche créole*, « ces messieurs du Kominform » font, en effet, face à l'émergence d'un gaullisme local, dont les dirigeants départementaux reprennent à leur compte les thèmes développés par le général de Gaulle (notamment lors de son discours du 27 juillet 1947 à Rennes) accusent ouvertement le PCF d'être à la solde de

<sup>1</sup> Yvan Combeau (dir.), *L'Île de La Réunion dans le XX<sup>e</sup> siècle un itinéraire français dans l'océan Indien : colonie, département, région*, Saint-André, CRESOI, Océan Éditions, 2009, 1 vol., p. 168.

<sup>2</sup> Extrait de la profession de foi de la « Liste d'union anticolonialiste et antifasciste » (PCF) à l'occasion des législatives de juin 1951.

Moscou<sup>1</sup>. L'identité gaulliste renforce alors ce sentiment d'appartenance à la France et cette volonté de participer sur le même plan à la lutte engagée par le général de Gaulle contre les communistes. La construction d'un gaullisme politique à La Réunion fait donc indéniablement écho à la lutte anticommuniste impulsée sur le plan national, elle-même inspirée par le contexte international de Guerre froide.

La doctrine communiste devient alors le point de fracture de la vie politique réunionnaise et l'anticommuniste et antisoviétisme des éléments fédérateurs qui regroupent au-delà de la droite (RPF, UDSR, MRP, etc.). Il se joue alors une véritable guerre de tranchée électorale lors des scrutins locaux et nationaux qui se présentent majoritairement sous la forme d'une opposition entre communistes et gaullistes.

Après une dynamique positive à la fin des années 1940, les divisions au sein du front anticommuniste et les affrontements personnels affaiblissent électoralement le RPF qui finit par disparaître de la scène politique locale et ce malgré la première visite du Général de Gaulle dans l'île en octobre 1953. D'ailleurs les propos du général de Gaulle lors de cette visite constituent-ils une vision du rôle du département dans cette partie du monde en plein contexte de Guerre froide ? : « Votre île est une terre émouvante, à cause de son passé, à cause de son présent, mais surtout maintenant à cause de sa situation géographique »<sup>2</sup>.

La bipolarisation de la vie politique autour des fédérations du PCF et du RPF traduit donc localement, au-delà de leur seule référence nationale, la constitution d'identités idéologiques et d'appartenances politiques suggérées et animées par la Guerre froide, aboutissant alors dans le jeu électoral, et au-delà, à une logique binaire et frontale propre à celle-ci.

L'année 1956 marque un tournant dans le cheminement politique de l'île avec l'élection de deux députés communistes aux législatives anticipées de janvier : Raymond Mondon et Paul Vergès. Ce bouleversement du paysage politique réunionnais marqué par le poids d'un vote communiste désormais majoritaire, notamment dans de nombreuses municipalités, ouvre une nouvelle ère marquée par une dégradation du climat politique sur fond de répression anticommuniste.

Une recrudescence des tensions politiques provoquée notamment par la nomination par Guy Mollet (qui considérait que les communistes étaient plus à l'Est qu'à gauche) du préfet Perreau-Pradier en juin de la même année qui s'impose, de 1956 à 1962, comme le principal planificateur de la lutte anticommuniste au niveau local.

---

<sup>1</sup> *Le Progrès*, extrait du 22.9.1947 : « Nous savons que seule l'agitation dite communiste s'oppose au regroupement des forces vives de notre département. Il en était de même dans la Métropole avant que le Général de Gaulle n'ait lancé son cri d'alarme. C'est un regroupement au service de l'étranger. [...], La Réunion ne restera pas en arrière des démagogues du Parti Communiste, dont certains, dit-on, cherchent déjà une porte de sortie pour eux-mêmes ».

<sup>2</sup> Extrait du discours du général de Gaulle, le 7 octobre 1953, à Saint-Denis.

Son premier objectif est alors la reconquête de l'espace politique administré par la Fédération réunionnaise du PCF. Disposant de pouvoirs étendus, celui qui est apparenté à un nouveau gouverneur use de manœuvres politiques afin de dissoudre les différents conseils municipaux communistes. Le procédé est relativement simple : il consiste à convaincre un nombre de conseillers municipaux de démissionner afin de mettre en place des délégations spéciales à la tête des mairies. Dès lors, une nouvelle élection est organisée par la délégation spéciale et c'est le contrôle frauduleux des opérations électorales qui doit permettre l'élection de la liste anticommuniste.

Ces manœuvres politiques s'accompagnent de l'instauration d'un climat de fraudes, de répression et de violence sur le terrain électoral. Avec l'organisation d'un front anticommuniste, le préfet entend mener une action sur tous les fronts contre le Parti communiste. Sur le plan du jeu politique, « le département voit ainsi renaître le dispositif de bloc contre bloc »<sup>1</sup> :

L'anticommuniste, qui constitue un des traits des batailles électorales depuis 1946, revient plus vigoureusement dans les discours des candidats gaullistes et des démocrates chrétiens du MRP, qu'il s'agisse d'une attaque frontale contre le PCF ou d'un détour par la politique internationale pour mieux signifier les dangers communistes et la menace soviétique dans ces années de Guerre froide<sup>2</sup>.

En témoigne cet extrait de la profession de foi de Marcel de Villeneuve aux législatives de novembre 1958 :

Le système soviétique veut étendre son Empire depuis Moscou jusqu'aux rivages européens de l'Atlantique. Il veut également pénétrer dans l'océan Indien et menacer les Mascareignes, comme les pourtours de l'Afrique voisine. Voilà quel est le monde dans lequel nous vivons. D'une part, c'est un monde jeune, en pleine transformation ; d'autre part, il peut succomber sous les coups de la subversion communiste.

Le Préfet Perreau-Pradier parvient un an avant son départ, en 1962, à éliminer toute représentation municipale communiste. Le département se retrouve même sans aucun député communiste au sein de sa représentation parlementaire après les consultations législatives de novembre 1958, et ce pour la première fois depuis les législatives de novembre 1946. La lutte anticommuniste engagée et planifiée par le tenant de l'autorité de l'État dans l'île finit donc par « porter ses fruits » sur la scène politique locale.

L'ordonnance Debré du 15 octobre 1960 nous conforte dans l'idée du parallèle audacieux à faire avec le « maccarthysme », avec une adaptation locale de la « chasse aux sorcières ». L'ordonnance, appliquée à La Réunion, permet de muter d'office en France tout fonctionnaire jugé dangereux pour la sécurité du

<sup>1</sup> Yvan Combeau, *La Vie politique à La Réunion : 1942-1963*, Paris, SEDES, 2001, p. 124.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 137.

département. L'exécutif dispose alors d'un moyen arbitraire pour chasser tout adversaire politique, désigné comme tel, de l'île. En effet, le préfet Perreau-Pradier ne se prive pas d'utiliser cet outil politique dans sa lutte contre les communistes. Plusieurs fonctionnaires sont ainsi sanctionnés et expulsés du département : Boris Gamaleya, Bernard Gansarsky, Jean-Baptiste Ponama, Roland Robert, etc.

La perception d'un « péril rouge » de plus en plus persistant à partir de 1956 et l'anticommunisme vigoureux et planifié qui en découle, traduisent donc au niveau local des manifestations idéologiques et des stratégies politiques directement insufflées par la rhétorique de Guerre froide.

C'est dans ce contexte politique départemental que se tient, les 17 et 18 mai 1959, la VI<sup>e</sup> Conférence de la Fédération du PCF de La Réunion. À son ordre du jour, la transformation de la Fédération communiste de La Réunion en Parti communiste réunionnais. Revendiquant face au PCF une spécificité réunionnaise, le PCR fait preuve d'une orthodoxie idéologique se manifestant notamment par le culte voué à l'Union soviétique et à la Communauté des États socialistes dans leur ensemble. Participant à Ivry sur Seine au XV<sup>e</sup> Congrès du PCF (du 24 au 28 juin 1959), Paul Vergès voit La Réunion, de par ses nouvelles aspirations, s'inscrire dans le monde communiste : « C'est un signe des temps que moins de 42 ans après la Révolution et dans une île perdue de l'océan Indien tout un petit peuple se batte sous le drapeau du Communisme ».

Au-delà du simple alignement idéologique, le PCR s'inscrit véritablement comme une variable du mouvement communiste international comme en témoignent ses statuts et notamment les thèses adoptées lors de son congrès constitutif : la « solidarité internationaliste » y est clairement exposée avec de multiples références aux luttes anti-impérialistes et au « rapport de force », sous-entendu la Guerre froide, qui se joue sur le plan international entre le « camp socialiste » et le « monde capitaliste » et les enjeux pour La Réunion : « Ce rapport de force à l'échelle internationale exercera une influence profonde dans chaque pays du système capitaliste, que ce soit en France ou à La Réunion et donnera à la classe ouvrière et aux classes populaire une confiance accrue dans leur propre succès »<sup>1</sup>. Les voyages dans les pays communistes ou les études des Réunionnais à Moscou payés par l'Union soviétique dans les années 1960 suffirent également à rattacher cette filiation.

Affirmer donc que « le PCR « n'est pas un parti comparable à ceux qui existent en Occident », qu'il a représenté un « laboratoire » en toute autonomie du communisme international, revient à occulter une réflexion philosophique sur la nature du communisme et les engagements passés du PCR derrière une vision « bourbon centrique du monde »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Projet de thèse pour la VI<sup>e</sup> Conférence de la fédération communiste de La Réunion, 17-18 mai 1959, point n°12.

<sup>2</sup> Gilles Gauvin, « Le parti communiste de La Réunion (1946-2000) », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n°68, 2000, p. 93.

Ensuite, la constitution du PCR en 1959 est également justifiée par la revendication de « l'autonomie démocratique et populaire ». La confrontation « nationaux contre autonomistes » qui en découle comporte ainsi une double réalité : d'abord, son inscription dans la sphère du débat statutaire est bien entendu évidente. Mais, dans le même temps, ce schéma à nouveau binaire est clairement inscrit dans une perspective de Guerre froide et présenté par le camp des « nationaux » comme une lutte contre le séparatisme et l'expansionnisme communiste, et par celui des « autonomistes » comme un combat contre le colonialisme capitaliste et l'impérialisme américain. Ainsi, l'aspiration des communistes locaux à établir une « autonomie démocratique et populaire » dans le cadre français doit donc être lu sous plusieurs angles et à plusieurs niveaux :

Localement il s'agit de donner aux masses assistées un temps de « désassimilation » nécessaire à la mise en œuvre de la révolution communiste à La Réunion. À l'échelle de la France, il s'agit de sortir du capitalisme colonial tout en évitant de retomber sous une forme dérivée de dépendance. À l'échelle internationale, il s'agit de garder l'aide économique française afin d'éviter, en particulier aux Antilles, l'expansion de l'impérialisme américain pour ne pas desservir les intérêts soviétiques<sup>1</sup>.

Quelques semaines après la naissance du PCR, La Réunion accueille le président de la République, le Général de Gaulle, les 9 et 10 juillet 1959. L'intervention du Chef de l'Etat met en exergue l'histoire et le rôle à venir de l'île dans l'Outre-mer français et plus largement dans l'océan Indien, dans ce contexte de Guerre froide où la menace communo-soviétique est clairement évoquée<sup>2</sup>.

La naissance d'un Parti communiste « de plein exercice » à La Réunion et la revendication de « l'autonomie démocratique et populaire » font prendre une nouvelle dimension « stratégique » au département. Les enjeux de la question statutaire deviennent alors intimement liés à ceux d'un monde bipolaire. À un point que le département se voit enfin mis au centre des préoccupations nationales alors confronté plus que jamais à la subversion communiste dans l'île.

Ainsi, l'année 1963 constitue une nouvelle rupture dans l'histoire politique locale avec le départ du préfet Perreau-Pradier mais surtout avec l'arrivée d'un ancien Premier ministre, Michel Debré, à l'occasion des législatives de mai 1963. Dès lors, celui-ci se mue en nouveau leader des « nationaux » et de la lutte anticommuniste dans l'île : « C'est un combat singulier entre les communistes et

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>2</sup> Extrait du discours du Général de Gaulle, Président de la République, à la Redoute le vendredi 10 juillet 1959 : « Réunionnais, vous occupez dans cet océan une position française importante, qui le cas échéant, pourrait devenir capitale. Vous êtes sur plusieurs grandes lignes maritimes et aériennes ; [...] Or, la solidarité nationale, la vigilance nationale, la cohésion nationale, sont aujourd'hui plus nécessaires que jamais. Il y a dans le monde une grande menace, qui plane sur les hommes libres ; cette menace, pour la détourner, et, s'il le fallait, pour la vaincre, il faut être ferme, il faut être fort, il faut être uni. Il faut la vigilance de la France ».

moi ». Ce sont alors deux figures, Michel Debré et Paul Vergès, qui structurent et symbolisent pour plusieurs années la bipolarisation de la vie politique à La Réunion.

### UN BILAN : COMMUNISME ET CULTURE DE GUERRE FROIDE ?

La Guerre froide a impacté de manière sensible le jeu politique local en ayant contribué, sur le plan intellectuel et moral, à nourrir des sentiments pro- et anticommunistes (et pro- et antisoviétiques) qui ont durablement pesé sur la culture politique dans l'île. Ainsi, à La Réunion, la Guerre froide revêt avant tout une dimension politico-idéologique, voire passionnelle, particulièrement marquée. D'ailleurs, la Guerre froide est fondamentalement « un conflit idéologique et politique, il ne s'agissait pas de détruire l'adversaire mais de l'amener à se transformer de l'intérieur, à adopter une nouvelle conception de l'organisation politique et sociale »<sup>1</sup>. En somme, un affrontement sur des représentations du monde et sur des visions antagonistes du présent et du futur de l'île.

La présence d'une fédération du PCF puis d'un Parti communiste réunionnais ont été en mesure de relayer et de véhiculer localement le discours soviéto-communiste de Guerre froide tout en se faisant les chantres d'un anti-américanisme virulent. La mobilisation des masses, la lutte et la subversion politique, et la fibre « internationaliste » sont le propre de tout mouvement communiste révolutionnaire. Le PCR n'échappe de toute évidence pas à cette définition. Par ailleurs, c'est ce dernier qui énonce de manière explicite les signifiants conflictuels, c'est dans la presse, la littérature et le discours communiste que l'on trouve de manière récurrente les références directes au conflit Est-Ouest.

Pour autant, comme nous l'avons vu précédemment, les communistes ne sont pas les seuls à être mobilisés et engagés dans cette « Guerre froide intérieure ». Bien au contraire, le parti communiste à La Réunion est la cible principale du pouvoir institutionnel et d'une partie de la société politique, une cible identifiée comme appartenant, de fait, au bloc soviétique. De la même manière que leurs adversaires, les porteurs de la lutte anticommuniste au niveau local se saisissent donc du référentiel de Guerre froide pour mieux signifier le danger communiste à La Réunion.

Cependant, il n'existe pas de symétrie dans la manière dont sont perçus les deux « Grands » et leur bloc respectif au niveau local. En effet, il n'y a pas entre les États-Unis et leurs soutiens potentiels à La Réunion de filiation ou de convergence semblable à celle de l'URSS avec le PCR, pour des raisons assez évidentes tenant à la définition même des partis communistes. Dans le paysage politique réunionnais, on trouve finalement peu d'alliés ouvertement déclarés des États-Unis, par comparaison à ceux qui se rangent du côté de l'Union soviétique. Les anticommunistes appartiennent à un spectre bien plus large qui ne

---

<sup>1</sup> George-Henri Soutou, *op. cit.*, p. 7.

regroupe pas que celui des « atlantistes », ne serait-ce que par le poids du gaullisme local, qui utilise lui aussi nombre de références puisées dans le paradigme de Guerre froide, mais où les connections ou filiations au bloc de l'Ouest ne sont que peu sollicitées au regard de la forte mobilisation qu'engendre localement la crainte de la subversion communo-soviétique.

En définitive, si l'on pondère à juste titre le poids du PCR en tant que seul véhiculeur local des enjeux et conceptions de Guerre froide, on ne peut donc ignorer la centralité de la question communiste dans la transposition de ce paradigme. Mais n'existe-t-il pas un risque à confondre ainsi guerre, même si elle se veut froide, et jeu politique interne ? La réponse se trouve dans la perception au niveau local d'une véritable « culture de Guerre froide », plus ou moins contraignante selon les configurations endogènes avec lesquelles elle entre en résonance.

Cette « culture de guerre » se traduit d'abord par la présence d'une violence politique et sociale mobilisant et « affectant les esprits et les corps<sup>1</sup> ». Le jeu politique à La Réunion s'avère profondément marqué par les violences électorales, la répression, la pression de la propagande et la radicalisation des engagements. De toute évidence, ce climat de tension au niveau local n'est pas seulement la résultante de ce contexte international mais il est sans aucun doute exacerbé par la construction intellectuelle d'un monde bipolaire et un prolongement des affects de Guerre froide.

Ainsi, la tension internationale devient parfaitement palpable à certains moments-clés, les acteurs locaux se faisant le relai d'information, d'opinion et d'action des antagonismes Est-Ouest.

La Guerre froide peut ainsi contribuer à renforcer ou à fragiliser des configurations endogènes en soumettant les acteurs politiques à l'épreuve de son interprétation locale ; elle permet également de produire localement des discours de vérité qui trouveront dans son actualité les pièces à conviction des diverses représentations du monde qui s'affrontent sur la scène locale<sup>2</sup>.

Le débat statutaire et la bipolarisation se révèlent être, de fait, des sites d'observation privilégiés sur la manière dont se poursuivent localement les effets de l'affrontement Est-Ouest. En effet, les alliances et les compétitions politiques internes sont au cœur même des dynamiques de Guerre froide<sup>3</sup>.

Ensuite, cette « culture de Guerre froide » est illustrée par la constitution d'un imaginaire de « l'ennemi intérieur » ou de « l'agent de l'étranger ». Comme on l'a vu précédemment, la question de la menace ou de la subversion communiste est omniprésente dans la vie politique locale. L'URSS, le principal ennemi extérieur se trouverait à l'arrière-plan de ce qui est perçu comme son organisa-

<sup>1</sup> Philippe Buton, Olivier Buttner, Michel Hastings, *La Guerre froide vue d'en bas*, op. cit., p. 340.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>3</sup> Pierre Grosse, *Les Temps de la Guerre froide : réflexions sur l'histoire de la Guerre froide et sur les causes de sa fin*, op. cit., p. 175.

tion satellite à La Réunion, le PCR. Et inversement, l'anticommunisme local est associé à une « croisade » sur laquelle plane forcément l'ombre « impérialiste » des États-Unis et de leurs services secrets (CIA).

La subversion « communo-autonomiste » obsède donc les acteurs politiques et la préfecture puisqu'elle formerait le seul volet opérationnel d'un possible affrontement de Guerre froide sur le territoire réunionnais. Si elle est parfois exagérée, elle n'est pas infondée compte-tenu des connections transnationales qui peuvent exister entre le PCR et le mouvement communiste international. La même rhétorique est d'ailleurs employée par les communistes locaux accusant leurs adversaires d'anticommunisme primaire et de constamment faire le jeu du camp « impérialiste » avec à sa tête les États-Unis.

Par ailleurs, les acteurs locaux se réapproprient ces référents guerriers, même larvés, pour durcir des oppositions relevant parfois d'un autre registre que celui du contexte international, quitte à reléguer par exemple au second plan la question statutaire, faisant ainsi apparaître un éventail de conflictualités plus ou moins froides, comme étant autant d'avatars locaux de la Guerre froide.

Ainsi, s'il est surtout question de ne pas réduire le conflit Est-Ouest à une simple toile de fond internationale sans réelle portée, le risque d'une telle démarche est d'inscrire, voire d'expliquer de manière prioritaire par la confrontation entre l'Est et l'Ouest toute configuration ou interaction politique endogène en surestimant le critère international.

L'enjeu est d'autant plus important que la vie politique de l'île, du fait de son statut de département français et de l'omniprésence du devenir statutaire, présente l'inconvénient d'être fortement définie par le fait national. C'est pour cette raison que notre réflexion a également porté son attention sur ce qui pourrait expliquer les résistances à une transposition de la rhétorique de Guerre froide à La Réunion.

Ainsi, nos travaux ont bien montré que la Guerre froide exprime surtout localement une lutte d'influence politique, une guerre d'idées, d'images et de mots, donnant lieu à une intense activité de propagande et à une forte mobilisation des esprits. En définitive, « s'il n'y a pas de violence armée et s'il y a pourtant « guerre », c'est que la contrainte, la volonté de puissance s'exercent ailleurs et autrement »<sup>1</sup>.

## CONCLUSION

Scruter les traces du conflit Est-Ouest sur un territoire *a priori* non stratégique et où il n'est pas vécu de manière charnelle constitue une tâche particulièrement ambitieuse, voire hasardeuse. Elle oblige à inventer ou réinventer les sources, à lire les données avec un autre regard et à faire preuve, plus que de coutume, d'imagination. La difficulté d'une telle démarche est d'autant plus

---

<sup>1</sup> Philippe Buton, Olivier Buttner, Michel Hastings, *La Guerre froide vue d'en bas*, op. cit., p. 343.



manifeste puisque le risque existe de sur-interpréter des événements avant tout d'obédience locale ou nationale, afin de pouvoir les lier plus ou moins pertinemment à l'histoire de la Guerre froide. À la question originale de savoir si la Guerre froide vue de La Réunion eut réellement lieu, les premiers éléments de réponse évoquent le transfert et/ou le recyclage du référentiel d'un monde bipolaire dans le tissu des configurations et des interactions politiques de l'île. Au-delà du fait d'apporter un regard neuf sur un concept métahistorique majeur de l'histoire récente – « en changeant d'échelle, la Guerre froide change aussi probablement de sens »<sup>1</sup> – notre démarche a surtout permis une meilleure compréhension du cheminement historique de La Réunion au XX<sup>e</sup> siècle. En effet, « les grandes césures de ce monde ne sont pas forcément celles que les sociétés locales ont retenues »<sup>2</sup>.

## BIBLIOGRAPHIE

- Buton, Philippe, Buttner Olivier, Hastings, Michel, *La Guerre froide vue d'en bas*, Paris, CNRS éditions, 2014.
- Buton, Philippe, Hastings, Michel, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHTP (2008-2012) : « La Guerre froide vue d'en-bas » 1947-1967*, 2009.
- Combeau, Yvan (dir.), *L'Île de La Réunion dans le XX<sup>e</sup> siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien*, Saint-Denis, CRESOI, 2009.
- Combeau, Yvan, *La Vie politique à La Réunion : 1942-1963*, Paris, SEDES, 2001.
- Gauvin, Gilles, « Le parti Communiste de La Réunion (1946-2000) », in *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°68, octobre-décembre 2000.
- Grosser, Pierre, *La Guerre froide*, Paris, la Documentation française, 2007.
- Grosser, Pierre, *Les Temps de la Guerre froide réflexions sur l'histoire de la Guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995.
- Grosser, Pierre, (dir.), « La Guerre froide revisitée », numéro spécial, in *Communisme*, n°80/81/82, 4<sup>e</sup> trimestre 2004, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2005, p. 41-206.
- Quetel, Claude, *Dictionnaire de la Guerre froide*, Paris, Larousse, 2008.
- Robin-Hivert, Émilía, « Les tendances actuelles de la recherche sur la Guerre froide », Séminaire « Autour du système de Guerre froide », Séance du 22 novembre 2010.
- Soutou, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans : le conflit Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

---

<sup>1</sup> Philippe Buton, Michel Hastings, *Le Projet de l'enquête départementalisée de l'IHTP (2008-2012)*, *op. cit.*, p. 6.

<sup>2</sup> *Ibid.*